



**l'Assurance  
Maladie**

Agir ensemble, protéger chacun

Haute-Garonne

**Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Haute-Garonne**

**MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES  
CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES**

**MISSION DE COORDINATEUR SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ DANS  
LE CADRE DE L'OPÉRATION DE TRAVAUX DE RÉNOVATION THERMIQUE DU  
SITE DU 12 PLACE SAINT-ETIENNE DE LA CPAM DE LA HAUTE-GARONNE**

**MARCHÉ N°G2025029**

**Organisme :**

**Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Haute-Garonne**

3 boulevard du Professeur Léopold Escande

31093 TOULOUSE Cedex 9

N° SIRET : 776 950 404 00025

**Marché Public à procédure adaptée passé en application des articles L2123-1, L2125-1, R2123-1 et suivants  
du Code de la Commande Publique**

## Sommaire

I.	Présentation du projet.....	4
I.1	Description du bâtiment de la CPAM .....	5
I.2	Description des travaux : .....	5
II.	Contraintes sur le projet.....	6
II.1	Contraintes urbanistiques et architecturale .....	6
II.2	Contraintes fonctionnelles et techniques .....	6
II.3	Contraintes organisationnelles.....	6
II.4	Contraintes sécuritaires .....	6
III.	Description des travaux.....	7
IV.	Rappels généraux .....	8
V.	Textes de références .....	9
V.1	Domaine d'intervention .....	9
V.2	Application à l'opération .....	9
V.3	Modalités pratiques de coopération et d'exécution de la mission.....	10
V.3.1	Modalités pratiques de coopération.....	10
V.3.2	Modalités pratiques d'exécution de la mission.....	10
V.4	Intervenants : .....	10
VI.	Missions de base du CSPS.....	12
VI.1.1	En phase de conception : .....	12
VI.1.2	En phase de réalisation : .....	13
VII.	Mission complémentaire du CSPS.....	14
VII.1	Participation à l'analyse des offres de la consultation de MOE .....	14
VII.2	Participation à la consultation des lots du marché de travaux .....	15
VII.3	Définition des catégories et éléments de mission .....	15
VII.4	Bonne exécution.....	15
VII.5	Contenu de la mission du coordinateur en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS) en phase 1 « conception » : .....	15
VII.5.1	Définition de la mission .....	16
VII.5.2	Avis sur les documents d'études .....	17
VII.6	Contenu de la mission du coordinateur en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS) en phases « réalisation/réception » : .....	17
VII.6.1	En phase de réalisation .....	17
VII.6.2	En phase de réception.....	19
VII.6.3	Phase d'année de parfait achèvement.....	20

VIII.	Modalités de réalisation de la mission de CSPA .....	20
VIII.1	Autorité du CSPA.....	20
VIII.2	Moyens donnés au CSPA.....	21

## I. Présentation du projet

La CPAM de la Haute-Garonne souhaite procéder à l'amélioration thermique de son site de Toulouse Saint-Étienne par le biais de travaux de restauration de l'ensemble des menuiseries, d'isolation, intérieure et mise en place d'une système CVC performant.

Ces travaux ont pour but de trouver une solution architecturale, et technique qui permettront de répondre aux nouvelles exigences thermiques du décret tertiaire.

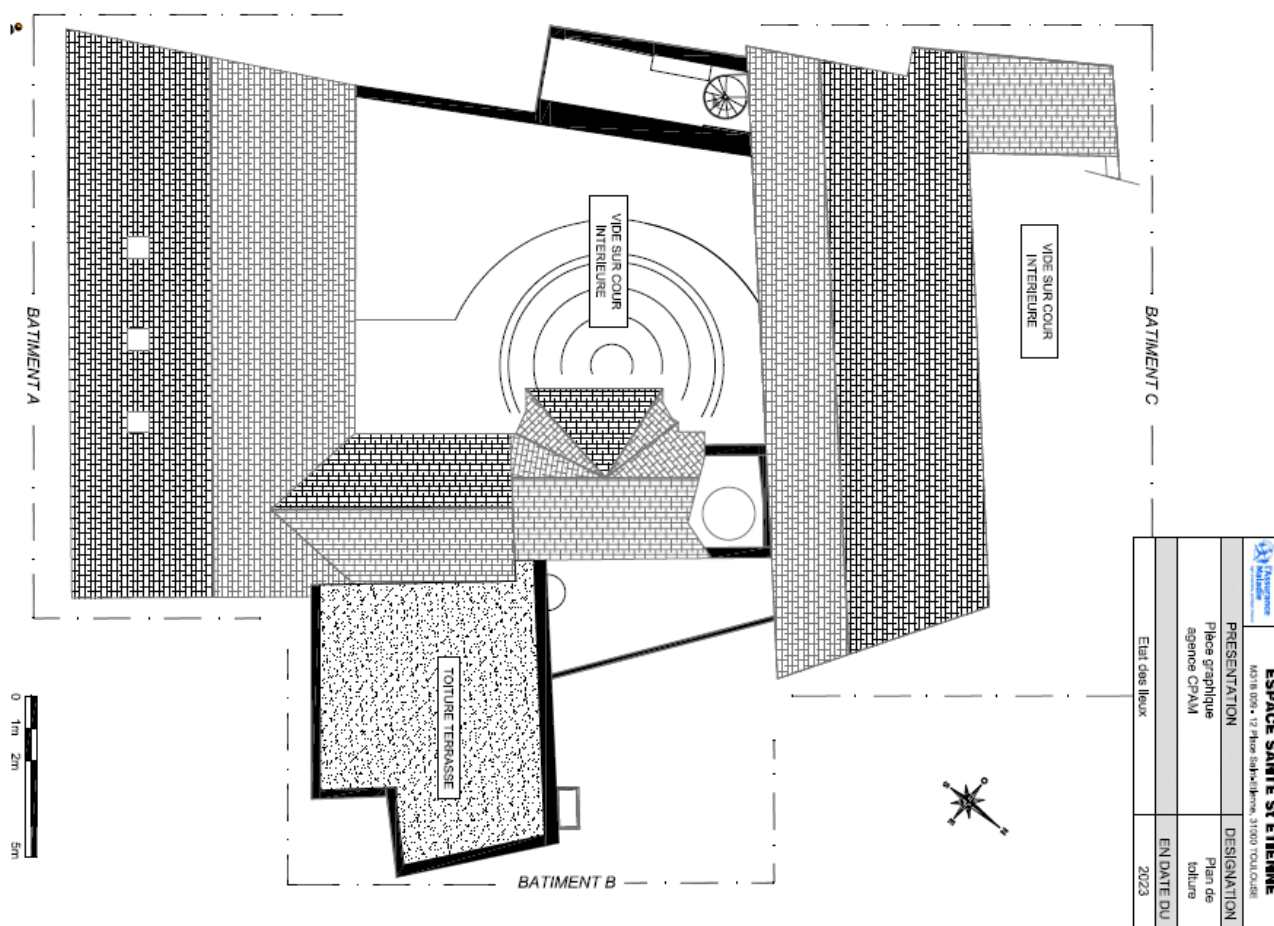
Les travaux se situeront au niveau du bâtiment de la CPAM de la Haute-Garonne, situé au : **12 place Saint-Etienne 31000 Toulouse**. La durée des travaux est estimée à environ 12 mois.

Le site fait face à la préfecture et à la cathédrale Saint-Etienne de Toulouse.

La façade donnant sur la place est donc soumise aux respects des règles des bâtiments de France.

L'édifice est un regroupement de trois bâtiments accolés (A/B/C) en forme de U.

Le bâtiment A et B se compose de trois étages alors que le bâtiment C ne va que jusqu'au R+2.



La mission du Coordonnateur de Sécurité et de Protection de la Santé (CSPS) est définie au sens de la loi 93-1418 du 31 décembre 1993 et de ses décrets d'application.

Ces missions porteront sur des opérations de 2<sup>ème</sup> catégorie. La coordination est assurée sur l'ensemble des phases nécessaires au parfait achèvement de l'opération.

Le recours à un CSPS est prévu pour les travaux de bâtiment où sont appelées à intervenir plusieurs entreprises (sous-traitants, cotraitants inclus), afin de prévenir les risques résultant de leurs interventions simultanées ou successives et de prévoir, lorsqu'elle s'impose, l'utilisation de moyens communs comme les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives. Le titulaire est réputé connaître toutes les dispositions réglementaires et législatives relatives à la sécurité du chantier et la santé des travailleurs pouvant s'appliquer aux opérations soumises au présent marché.

### **I.1 Description du bâtiment de la CPAM**

L'ensemble du périmètre concerne seulement des locaux en RDC visant à accueillir du public.

Surface SUB	2613 m <sup>2</sup>
Nombre d'étage	R+3 avec un sous-sol
Classement	ERP 5 <sup>ème</sup> cat type L, U et W pour le RDC et le R+1

### **I.2 Description des travaux :**

A la date de la rédaction du présent marché, la CPAM envisage que les travaux de rénovation soient réalisés selon les deux tranches suivantes :

#### Une tranche ferme :

- L'isolation et le changement des menuiseries et portes d'étage de l'escalier monumental (accessibilité)
- L'isolation et le changement des menuiseries du bâtiment A et le renforcement d'une ferme au R+3
- Reprise de la toiture tuile du bâtiment A
- L'isolation et le changement des menuiseries du bâtiment B
- L'isolation et le changement des menuiseries du bâtiment C
- Mise en place d'un système réversible chauffage et climatisation des locaux, éventuellement à phaser par étage.
- L'ensemble de ces missions devra également intégrer la prise en compte d'éléments relevant de l'accessibilité (tableau récapitulatif en annexe, accompagné de l'audit accessibilité correspondant).

#### Une tranche optionnelle (en fonction du budget disponible au moment de l'opération) :

- Reprise de la toiture tuile du bâtiment B + reprise toit plan étanchéité bitumeuse bâtiment B
- Reprise toiture tuile du bâtiment C

L'ensemble de ces missions devra également intégrer la prise en compte d'éléments relevant de l'accessibilité (tableau récapitulatif en annexe, accompagné de l'audit accessibilité correspondant).

## II. Contraintes sur le projet

### II.1 Contraintes urbanistiques et architecturale

Le site objet du présent marché et des travaux fait face à la préfecture et à la cathédrale Saint-Etienne de Toulouse. Le site est donc notamment soumis au respect de la réglementation liée aux travaux en abords d'un monument historique.

Les façades sont notamment composées de brique toulousaine, avec des menuiseries du 18<sup>ème</sup> et 19<sup>ème</sup> siècle (doucine, mouton gueule de loup ou double feuillure).

Dans un souci d'esthétique générale du bâtiment, l'intégralité des menuiseries du site (côté rue mais également celles des autres façades) qui seront installées devront répondre aux exigences architecturales du bâtiment.

### II.2 Contraintes fonctionnelles et techniques

A la suite de la réalisation d'un DIAG préalable aux travaux, il apparaît que l'ensemble des fenêtres comportent de la peinture au plomb (DIAG en annexe 1 au présent CCTP).

L'enlèvement du dormant et de l'ouvrant devra donc se faire dans le cadre d'une dépollution.

### II.3 Contraintes organisationnelles

Une relocalisation temporaire des services est envisagée pendant tout ou partie de la durée des travaux pour permettre une gestion facilitée du chantier.

Dans l'hypothèse où certains travaux seraient à réaliser en site occupé :

- le chantier ne devra pas impacter le cheminement ERP (approvisionnement, circulation des ouvriers, stockage)
- la mise en place des échafaudages pour la sécurisation du chantier devra également prendre en compte ces contraintes et permettre de maintenir un accès aux locaux
- un accès à l'amphithéâtre Bernard Maris (RDC du bâtiment C) devra être maintenu, tout en garantissant la sécurité des visiteurs. Le cheminement PMR depuis l'accueil (RDC du bâtiment A) vers la salle par la cour intérieure devra rester accessible. Le stockage ne devra donc pas se faire dans cet espace. Au niveau du Stockage, un approvisionnement et une évacuation quotidiens seraient à privilégier.
- au niveau du R+1, l'activité du Centre d'Examen de Santé devra être impactée au minimum, en limitant les nuisances

### II.4 Contraintes sécuritaires

Dans le cadre d'une démarche de sécurisation des chantiers suivis par la CPAM, une AMO interne à la sécurité sociale (Ingénieur conseil de la CARSAT) accompagnera la CPAM sur la définition des modalités d'exécution et de réalisation du chantier. Ses préconisations seront prises en compte par le Titulaire du marché de MOE. L'intervention de cet AMO ne vient en aucun cas modifier le périmètre d'intervention et les responsabilités du titulaire du présent marché au titre de ses obligations contractuelles.

Il est prévu l'élaboration d'un lot du marché de travaux dédié à la mise en place d'échafaudages conformément à la recommandation R408 « *montage, utilisation et démontage des échafaudages de pied* » adoptée par le Comité Technique National des Industries du Bâtiment et des Travaux Publics (CTNIBTP), ainsi qu'aux recommandations R476 et R477 précisant les modalités de mise en œuvre de la recommandation R408.

### **III. Description des travaux**

L'estimation prévisionnelle pour la réalisation de l'ensemble des travaux (hors présent marché de CSPS et autres marchés de services liés aux travaux tels que MOE, CT, etc) de cette opération s'élève de manière estimative à environ 3 millions d'euros TTC.

A titre d'information, la CPAM a identifié les prestations listées ci-après. Cette liste de prestations et cet allotissement ne sont indiqués qu'à titre estimatif. Il appartiendra au futur titulaire du marché de MOE de faire des propositions à ce sujet au titre des missions qui lui seront confiées.

#### **Lot menuiserie**

- Dépose et dépollution des menuiseries (dormant et ouvrant)
- Dépose et pose de nouveau Velux au niveau du R+3 du bâtiment A
- Dépose et repose des volets
- Repose des menuiseries

#### **Lot charpente**

- Renforcement de la ferme
  - o Percement pour ancrage des pièces de bois dans le mur.
  - o Fourniture et pose de pièces de bois 12x35 C24 fixé par
  - o Boulonnage pour le renforcement B.
  - o Fourniture et pose de pièces de bois 15.5x25 C24 fixé par
  - o Boulonnage pour le renforcement A.
  - o Fourniture et pose de 2 plats métallique au niveau du
  - o Poinçon sous entrain pour le renforcement C.
- Reprise de la charpente autour des velux

#### **Lot couverture et étanchéité**

- Reprise de la toiture tuile du bâtiment A
- Reprise de la toiture tuile du bâtiment B + reprise toit plan étanchéité bitumeuse bâtiment B
- Reprise toiture tuile du bâtiment C

#### **Lot plâtrerie et faux plafond**

- Doublage des murs périphériques avant pose des nouvelles menuiseries
- Reprise des placo en plafond après repose des velux
- Dépose de faux plafonds placo sur environ 1 ml de large de part et d'autre de l'arbalétrier du R+3
- Reprise des placo en plafond après renforcement de la ferme du R+3 Bâtiment A (audit structure en annexe)
- Dépose et repose du plafond démontable au droit des zones impactées par le doublage

#### **Lot ferronnerie**

- Modification des gardes corps extérieurs (dépose et repose si nécessaire)
- Reprise des mains courantes de l'escalier monumental

#### **Lot Peinture**

- Mise en peinture des doublages
- Reprise de peinture des plafonds du plateau R+3 (suite à reprise des velux et de la ferme)

#### **Lot sols dur et faïence**

- Reprise faïence et carrelage dans les sanitaires impactés par le doublage

#### **Lot plomberie**

- Dépose des radiateurs sur les façades impactées par le doublage
- Dévoiement et adaptation des réseaux plomberies sur les zones impactées par le doublage
- Repose des radiateurs
- Modification des VMC dans certains sanitaires impactés par le doublage

#### **Lot électricité**

- Dépose des éléments électriques présents sur les façades impactées par le doublage (prises, commande, radiateurs électriques)
- Asservissement de l'ouvrant de désenfumage de l'escalier sur le système incendie du bâtiment

#### **Lot CVC**

- Pose de nouveaux systèmes de chauffage et climatisation sur le site.
- Reprise de la batterie froide de la CTA alimentant l'amphithéâtre du RDC.
- Au niveau où des radiateurs à eaux chaudes alimentés par les chaudières gaz du site, il sera possible de prévoir une relève du système en mode chaud.
- Mise en place d'une production chaud/froid réversible dédiée à chaque étage

#### **Lot Echafaudage et logistique**

- Pose d'un échafaudage sur rue pour sécurisation, stockage et approvisionnement du chantier
- Pose et dépose d'échafaudage dans la cour intérieure
- Pose d'échafaudage sur les façades privatives
- Mise en place des moyens logistiques du chantier par le biais de plateforme de transport mécanisée

### **IV. Rappels généraux**

La loi n° 93.1418 du 31 décembre 1993 a été adoptée en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs lors des opérations de bâtiment et de génie civil.

Dans le cadre de cette loi et du décret n° 94.1159 du 26 décembre 1994, pris pour son application, le CSPS assure notamment les missions qui suivent:

- 1) veille à la mise en œuvre effective des principes généraux de prévention ;



- 2) élabore et applique le plan général de coordination (P.G.C.) ;
- 3) constitue le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (D.I.U.O.) ;
- 4) ouvre et tient le registre journal ;
- 5) organise la sécurité sur le chantier ;
- 6) définit les sujétions relatives à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment des installations électriques ;
- 7) assure le passage des consignes et la transmission des documents au coordonnateur de la phase de réalisation de l'ouvrage lorsque celui-ci est différent.

Par ailleurs, afin d'assurer la sécurité et de protéger la santé des personnes intervenant sur un chantier, la MOA, la MOE et le CSPS mettent en œuvre les principes généraux de prévention énoncés à l'article L 4121-2 du Code du travail.

Ces principes sont pris en compte notamment lors des choix architecturaux et techniques ainsi que dans l'organisation du chantier, en vue de :

- permettre la planification de l'exécution des différents travaux ou phases se déroulant simultanément ou successivement
- prévoir la durée de ces phases
- faciliter les interventions ultérieures sur l'ouvrage

La mission de coordination SPS est exercée par une personne physique compétente (ou une personne morale qui peut affecter à la fonction de coordonnateur, une personne physique compétente) au sens du décret n° 94.1159 du 26 décembre 1994.

## **V. Textes de références**

Les missions du titulaire s'exercent par référence au Code du travail, à la loi 93-1418 du 31 décembre 1993 et à l'ensemble des textes réglementaires relatifs à l'hygiène et la sécurité sur les chantiers de construction de bâtiments, notamment :

- le code du travail en vigueur.
- le décret 92-158 du 20 février 1992 fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure,
- le décret 94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment et de génie civil,
- le décret 2003-68 du 24 janvier 2003 relatif à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment et de génie civil,
- l'arrêté du 25 février 2003 pris en application de l'article L 4532-8 du Code du travail et fixant une liste de travaux comportant des risques particuliers pour lesquels un plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est requis,
- l'arrêté du 26 novembre 2012 relatif à la formation des coordonnateurs en matière de sécurité et de protection de la santé.

### ***V.1 Domaine d'intervention***

La mission confiée au CSPS porte sur la totalité des travaux, des ouvrages et des équipements nécessaires à la réalisation du chantier, dans les conditions fixées par le programme de l'opération.

### ***V.2 Application à l'opération***

Pour la réalisation de ce marché, la mission confiée au CSPS comporte l'ensemble des éléments de missions prévus aux articles R. 4532-11 à R. 4532-16 du Code du travail (décret du 26 décembre 1994).

### **V.3 Modalités pratiques de coopération et d'exécution de la mission**

Il est précisé que tout délai maximal d'exécution et toute prescription faite au Titulaire, mentionnés au présent CCTP ou toute pièce contractuelle du marché, a un caractère impératif. Ainsi, tout retard d'exécution et tout manquement du Titulaire à l'une de ses obligations contractuelles sont susceptibles de déclencher l'application de pénalités prévues à cet effet et décrites à l'article IX du CCAP.

#### **V.3.1 Modalités pratiques de coopération**

Quinze jours à compter de la notification du marché, le CSPS propose au Maître d'Ouvrage les modalités pratiques de sa coopération avec les autres intervenants pour exécuter sa mission. Sur la base de ces propositions, la MOA arrête les modalités pratiques de coopération dans un document joint aux contrats conclus avec les différents intervenants, et dans le présent contrat.

#### **V.3.2 Modalités pratiques d'exécution de la mission**

Le CSPS peut, au titre de sa mission et du fait de l'autorité que la MOA lui délègue dans le domaine, imposer à l'ensemble des intervenants dans l'opération – maître d'œuvre, entreprises, employeurs ou travailleurs indépendants - toutes consignes nécessaires au respect des règles de sécurité et de protection de la santé définies dans le Code du travail, aux fins précisées à l'article L. 4532-2 dudit Code.

Afin d'accomplir sa tâche et sans que cette liste ne soit exhaustive, le CSPS :

- analyse les différents documents de conception qui lui sont transmis par la MOA et formule (préconise) toutes remarques utiles en matière de sécurité et de protection de la santé,
- analyse les différents documents d'organisation et de planification du chantier qui lui sont transmis par la MOA, en particulier les documents établis par le maître d'œuvre et formule toutes remarques utiles en matière de sécurité et de protection de la santé,
- établit et met régulièrement à jour différents documents formalisant les exigences qui s'imposent aux différents intervenants (plan général de coordination, dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage, registre journal de la coordination, etc.....),
- assure une présence régulière sur le chantier et notamment :
  - participe aux réunions organisées par le maître d'œuvre ;
  - participe aux réunions de coordination de chantier organisées par le maître d'œuvre,
  - participe aux visites de chantier, en présence du maître d'œuvre et des entreprises,
  - contrôle l'application des principes généraux et des sujétions de prévention.

Afin de faire appliquer les mesures qu'il juge utiles dans le cadre de ses missions, le CSPS informera la MOE et les entreprises en s'adressant directement à leur représentant :

- à l'occasion des réunions ordinaires ;
- à l'occasion d'une réunion extraordinaire déclenchée à cet effet ;
- par courrier ;
- par télécopie avec confirmation de courrier.

Il transmet au Maître d'Ouvrage toutes observations et propose toutes mesures qu'il estime nécessaires au respect des règles de sécurité et de protection de la santé.

### **V.4 Intervenants :**

La MOA indiquera quelle est la personne qui le représentera et qui sera destinataire des avis rendus par le CSPS.

Les avis seront quant à eux adressés systématiquement au maître d'œuvre.

L'expérience professionnelle des Coordonnateurs SPS sera justifiée par la remise, avant signature du contrat, d'une attestation sur l'honneur mentionnant les opérations d'exercice et les délais de prestations de la personne physique concernée :

- Pour les Coordonnateurs SPS de conception, en architecture ou ingénierie ou maîtrise d'œuvre ;
- Pour les Coordonnateurs SPS de réalisation, en matière de contrôle des travaux, d'ordonnancement, de pilotage et de conduite des travaux ou de maîtrise de chantier, ou de fonction de CSPS ou d'agent en matière de sécurité

Sur proposition du contractant, la MOA valide et désigne le CSPS et son suppléant. Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de récuser la personne physique désignée. Si elle n'exerce pas sa mission conformément à ses obligations réglementaires ou (et contrat). Dans ce cas, la MOA demandera à l'entreprise le remplacement immédiat du CSPS par une autre personne justifiant de la même compétence requise.

Tout changement de CSPS en cours de mission, devra être préalablement validé par la MOA. Le procès-verbal de passation des consignes entre Coordonnateurs SPS sera transmis au Maître d'Ouvrage dans un délai de 8 jours.

La personne désignée pour exercer la mission de coordination SPS doit, en permanence pendant la durée de la mission posséder l'attestation requise par l'article R4532.31 du code du travail sous peine de résiliation immédiate du marché subséquent aux torts du titulaire.

Cette attestation de compétence doit être en conformité avec le niveau de chantier à coordonner.

Le titulaire s'engage à maintenir pendant toute la durée du marché la même personne physique comme CSPS. Le suppléant désigné ne remplacera qu'occasionnellement le CSPS titulaire en cas d'indisponibilité temporaire de celui-ci, qui n'est pas du fait du titulaire et dans la limite de la période légale de congés annuels.

Le titulaire ne peut remplacer la personne physique qu'à l'occasion de l'indisponibilité définitive de celle-ci, qui n'est pas du fait du titulaire. La nouvelle personne physique affectée à la mission par le titulaire doit être acceptée par le représentant du Maître d'Ouvrage et doit présenter une expérience et des références équivalentes à celles du CSPS initialement désigné.

Le titulaire propose au maître d'ouvrage une nouvelle personne physique dans un délai de 7 jours à compter de la date d'envoi de l'avis prévu à l'article 3.4.3-1er alinéa du CCAG-PI ;

L'accord du Maître d'Ouvrage sur l'identité de la nouvelle personne physique doit être impérativement formalisé par une décision écrite de celui-ci.

Si la MOA refuse le remplaçant, le titulaire dispose de 7 jours à compter de ce refus pour lui proposer une autre personne physique. A défaut ou si la MOA récuse également ce remplaçant, la résiliation du marché est prononcée dans les conditions prévues au CCAG-PI.

Par ailleurs, le CSPS ou, à défaut, le titulaire assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus à tout nouveau CSPS désigné pour le remplacer ou lui succéder ou, à défaut, au maître d'ouvrage. Il établit pour cela un procès-verbal qui devra être transmis dans un délai de 10 jours à compter de la demande du Maître d'Ouvrage. Le nouveau CSPS accuse réception de l'ensemble des documents communiqués.

En cas d'urgence, l'information du suppléant sera communiquée au Maître d'Ouvrage, dès le 1<sup>er</sup> jour du remplacement.

La MOA se réserve la possibilité de récuser le CSPS titulaire et/ou suppléant désignés s'il(s) n'exerce(nt) pas sa mission conformément à ses obligations réglementaires ou/et contractuelles.

Par ailleurs, si le CSPS conception est différent du CSPS réalisation le CSPS réalisation doit:

- Réaliser une passation de consignes et des documents de Coordination SPS entre Coordonnateurs, la notifier par un procès-verbal et la mentionner sur le Registre–Journal ;
- Prendre connaissance en détail des pièces du DCE, du PGC et du DIUO et faire part au Maître d'Ouvrage des difficultés éventuelles dans un délai de 7 jours calendaires à compter de la prise de fonction ;
- Veiller à la transmission de la copie de la passation de consignes et des documents de Coordination SPS au Maître d'Ouvrage. Le PV de passation fera apparaître les éventuelles réserves du CSPS réalisation sur les documents de conception ;
- Transmettre le Registre–Journal après chaque observation visée par l'intervenant concerné au Maître d'Ouvrage pour visa ;
- Compléter le DIUO et préparer la liste des éléments nécessaires à fournir par la MOE et éventuellement par les entreprises ;
- Participer à l'élaboration du calendrier contractuel d'exécution fait par l'OPC et veiller à la prise en compte des risques liés aux co-activités simultanées et/ou successives.

## **VI. Missions de base du CSPS**

Les missions du CSPS sont celles définies par les textes régissant sa profession. Le CSPS veille à ce que les principes généraux de prévention visés par le code du travail soient effectivement mis en œuvre. Il ne peut se substituer aux autres intervenants pour l'exécution des missions qui leurs incombent notamment dans le domaine de la sécurité et de la protection des travailleurs.

Ces principes sont pris en compte notamment lors des choix architecturaux, des choix techniques et dans l'organisation de l'opération.

Cette prise en compte a pour finalités de :

- Prévenir les risques liés aux co-activités simultanées ou successives lors de la réalisation de l'ouvrage ;
- Planifier l'exécution des différents travaux ou phase de travail ;
- Faciliter les interventions ultérieures sur l'ouvrage.

L'intervention du CSPS ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application du code du travail, à chacun des participants aux opérations de bâtiment.

### **VI.1.1 En phase de conception :**

Le CSPS, lors des choix architecturaux, analyse le projet et évalue les risques inhérents à la conception de l'ouvrage. Il participe en tant que de besoin à toutes les réunions organisées par la maîtrise d'ouvrage ou la maîtrise d'œuvre. Il est destinataire des documents d'études établis par le maître d'œuvre ainsi que des avis techniques du contrôleur technique, au fur et à mesure de leur élaboration.

Le CSPS ouvre le registre journal dès la signature du contrat dans lequel il enregistre :

- Les avis et observations qu'il estime nécessaire de faire ainsi que les réponses éventuelles. Si ceux-ci font l'objet d'échanges de courrier, une inscription sommaire indique qu'ils sont annexés au registre ;
- Les avis émis sur les dossiers d'étude relativement à la prévention tant en réalisation qu'en intervention ultérieure. Ils sont complétés des suites données s'il y a lieu.

Le CSPS élabore le plan général de coordination.

Le CSPS examine les dispositions à prendre par les entreprises pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.

Il définit les sujétions à la mise en place et l'utilisation des protection collectives, appareil de levage, accès provisoire et installations générales, notamment électriques. Dans ce cadre-là, une attention particulière sur la maîtrise du suivi de travaux avec mise en place d'échafaudage est obligatoire.

Il sera demandé au contrôleur de suivre les directives de la recommandation R408 précitée et dans ce cadre de :

- Vérifier que la notice du fabricant de l'échafaudage et le montage soit bien respecté.
- Que le niveau de compétence du responsable de la conception de l'échafaudage (lot concerné) soit suffisant pour garantir l'encadrement du montage
- De vérifier le niveau de compétence des monteurs de l'échafaudage
- De vérifier le niveau de compétences et de formation des travailleurs utilisant l'échafaudage
- De vérifier que le PV de réception de travaux d'échafaudage, le rapport de vérification soient bien faits et diffusés aux différents acteurs exploitant l'échafaudage.

Le CSPS mentionne dans les pièces écrites la répartition des sujétions entre les différents corps d'état ou de métier qui Interviendront sur le chantier.

#### VI.1.2 En phase de réalisation :

Le CSPS met à jour du registre journal de la coordination au fur et à mesure du déroulement de l'opération. Il complète et, si nécessaire, adapte le Dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) au fur et à mesure de l'avancement du chantier. Le CSPS remet le DIUO au Maître d'Ouvrage après réception de l'ouvrage dans un délai maximal et contractuel de 30 jours calendaires suivant la réception des plans d'exécution et notes techniques qu'il a spécifiés.

Le CSPS met à jour et adapte le plan général de coordination. Celui-ci est tenu à jour pendant toute la durée des travaux et archivé pendant 5 ans par la MOA.

Il doit pouvoir être consultable sur le chantier par :

- Le médecin du travail ;
- Les membres du CHSCT sur le chantier des entreprises ;
- L'Inspection du Travail, l'OPPBT, la CRAM et leur être adressable, sur leur demande.

Le CSPS est tenu de l'harmonisation et de la diffusion des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé dus par les entreprises.

Le CSPS est tenu de :

- Communiquer, dès la conclusion du contrat, à chacun des entrepreneurs appelés à intervenir les noms et adresses des entrepreneurs contractants ;
- Transmettre sur leur demande, à chaque entrepreneur, les P.P.S.P.S. établis par les autres entrepreneurs ;
- Communiquer obligatoirement, dans le cas d'opérations de construction de bâtiment, aux autres entrepreneurs les P.P.S.P.S. des entrepreneurs chargés du gros œuvre ou du lot principal et de ceux ayant à exécuter des travaux présentant des risques particuliers dont la liste est fixée par arrêté ministériel. Il est important pour les entreprises de connaître les risques internes à chacune d'elles, lesquels sont éventuellement susceptibles d'avoir des incidences de co-activité.

Le CSPS harmonise et complète le PGC SPS en fonction de l'évolution du chantier et des PPSPS. S'il y a lieu, il établira un PGC simplifié et s'assurera de l'établissement de PPSPS simplifiés.

À réception des P.P.S.P.S., le CSPS vérifie leur conformité avec les dispositions du plan général de coordination.

Si nécessaire, il procède à des adaptations du plan général de coordination ou fait harmoniser les P.P.S.P.S. entre eux et/ou par rapport à ce plan.

Le CSPS informe la MOE de ses avis sur les P.P.S.P.S. de manière à ce qu'il puisse, en connaissance de cause, émettre les ordres de service de commencement des travaux.

Phase conception :	Participation à deux demi-journées de réunion et 1 demi-journée pour la restitution à la MOA
	1 réunion de validation à chaque phase de conception.
Réunions ouverture de chantier (visites préalables, visites communes, PPSPS...)	Autant que nécessaire
Visites inopinées de chantier :	1 fois par semaine au minimum, en dehors des réunions de chantier
Participation aux réunions de chantier :	1 fois toutes les deux semaines et aux réunions pour lesquelles il est explicitement convoqué
Participation aux réunions de maîtrise d'ouvrage :	1 fois par mois
Nombre forfaitaire de vacations et les déplacements pendant la période de garantie de parfait achèvement	2 vacations

## VII. Mission complémentaire du CSPS

### VII.1 Participation à l'analyse des offres de la consultation de MOE

La consultation de MOE du projet contient le sous-critère technique de jugement des offres suivant (pondéré à 10% de la note finale totale des candidats) :

#### « **SÉCURITÉ** :

*Le candidat détaillera ci-après la méthodologie dédiée à la prise en charge de toutes les mesures de sécurité qu'il mettra en œuvre durant ce chantier. Par exemple, il décrira les mesures qu'il envisage de mettre en œuvre au regard des contraintes liées à la spécificité du site afin d'assurer les livraisons, les approvisionnements des différents étages et les travaux en hauteur et en toiture (échafaudages...).* »

Le Titulaire du présent marché participe à l'analyse de ce sous-critère technique, à partir du Cadre de Mémoire Justificatif de l'Offre (CMJO) complété par les candidats au sein de leur offre. Celle-ci s'accompagne de la remise à la MOA d'un rapport d'analyse dont le document type est fourni par la MOA au CSPS. Les offres seront transmises au Titulaire du présent marché le jeudi 22/05 dans l'après-midi, qui transmet à la MOA son rapport d'analyse du sous-critère « Sécurité » **au plus tard le lundi 26 au soir inclus.**

## VII.2 Participation à la consultation des lots du marché de travaux

La présence du CSPA est requise aux réunions d'étude lors des phases de conception des lots travaux (2 réunions d'une demi-journée par phase de conception, APS-APD-PRO-DCE-ACT).

Le CSPA doit également assurer la vérification de la conformité du CCTP du lot échafaudage rédigé par la MOE aux recommandations R408, R476 et R447 précitées.

Le CSPA participe, conjointement avec la MOE, à l'élaboration des CMJO de tous les lots de la consultation de travaux, pour leur aspect sécurité uniquement.

**A titre estimatif et non contractuel**, la publication des lots du marché de travaux est fixée au 1<sup>er</sup> trimestre 2026

Le CSPA participe également à l'analyse des offres reçues dans le cadre de cette consultation (Définition et analyse du sous critère de sécurité du cadre de réponse du marché MOE).

L'analyse s'accompagne de la remise à la MOA d'un rapport d'analyse dont le document type est fourni par la MOA au CSPA. Une attention particulière sera portée sur le CMJO du lot échafaudage.

**A titre estimatif et non contractuel**, la période d'analyse des offres la consultation des lots de travaux se tiendra durant le 1<sup>er</sup> ou le 2<sup>ème</sup> trimestre 2026

## VII.3 Définition des catégories et éléments de mission

Les opérations de bâtiment (ERP) sont classées en 5<sup>ème</sup> catégories (article R 4532-1 du Code du travail). Le présent marché est passé pour des opérations relevant de la catégorie 2.

La personne physique appelée à réaliser la mission devra disposer de la qualification lui permettant d'exercer la mission correspondant à la catégorie de l'opération.

Le CSPA doit notamment assurer les missions suivantes :

- RJ : ouverture du registre journal de coordination ;
- DIUO : constitution et mise au point du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage ;
- PGCSA : élaboration du Plan général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (Plan Général simplifié en 3<sup>ème</sup> catégorie avec risques particuliers) ;
- PPSA : suivi de l'élaboration du ou des plans particuliers de la sécurité et de la protection de la santé par les entreprises.

## VII.4 Bonne exécution

Au surplus des dispositions du cahier des clauses partie administrative : le CSPA, sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage, devra constamment veiller à ce que les principes généraux de prévention définis au Code du travail soient effectivement mis en œuvre.

Le CSPA devra exercer sa mission selon les règles de l'art et des usages applicables dans la profession et en conformité avec l'ensemble des textes régissant celle-ci.

## VII.5 Contenu de la mission du coordinateur en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPA) en phase 1 « conception » :

### VII.5.1 Définition de la mission

Le CSPS doit notamment ouvrir, dès la notification du marché, le Registre Journal de la Coordination SPS et d'y reporter, au fur et à mesure du déroulement de la conception de l'opération, les observations ou notifications qu'il juge nécessaires de faire au Maître d'Ouvrage et au Maître d'œuvre. Le CSPS fait viser les intéressés avec leurs réponses éventuelles. Ces observations / notifications peuvent concerner l'intégration dans les choix techniques et la planification, des dispositions de prévention relatives à la construction et aux interventions ultérieures.

Pour les observations aux autres intervenants, cette transmission sera effectuée sous 24h après constat de l'observation. Le Registre-Journal devra porter le visa de l'intervenant concerné en regard de l'observation.

Le CSPS participe aux réunions organisées par la MOA ou la MOE et effectue une visite préalable du site avec la MOE au moment de l'élaboration des études et pièces du marché. Il sera destinataire de tous les comptes rendus et de tous les documents d'étude et conception du projet.

Le CSPS élabore le Plan Général de Coordination SPS (PGC) et le mettre à jour au fur et à mesure de la phase de conception. Il y mentionne, outre les renseignements administratifs, :

- 1) les mesures d'organisation générale du chantier arrêtées en concertation entre Maître d'Œuvre et le CSPS;
- 2) les mesures de Coordination prises par le CSPS concernant notamment :
  - a) les voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales ou verticales ;
  - b) les conditions de manutention des différents matériaux et matériels, l'interférence des appareils de levage sur le chantier ou à proximité, la limitation du recours aux manutentions manuelles ;
  - c) la délimitation et l'aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses ;
  - d) les conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets ;
  - e) les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux ;
  - f) l'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale ;
  - g) Les mesures prises en matière d'interactions sur le site ;
- 3) les mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant, notamment :
  - a) les mesures arrêtées par la MOA et réalisées avant toute intervention des entrepreneurs et des sous-traitants sur le chantier, afin que le chantier dispose :
    - Des zones d'installation des locaux du personnel des entreprises, les zones de stockage,
    - Des zones des installations de fonctionnement (bureaux, salle de réunions ...). En cas de difficultés liées à la superficie de l'emprise, les modalités de gestion doivent être prévues pour garantir des conditions d'installations satisfaisantes.
    - Les implantations et l'ensemble des modalités de mise en œuvre sont clairement mentionnées dans le PGC.
    - préciser dans le PGC, quel que soit le mode de dévolution des marchés :
      - quel lot/corps d'état aura à sa charge l'installation de chaque mesure collective décidée,



- quel lot/corps d'état aura en charge l'entretien, en cohérence avec la présence du lot/corps d'état sur le chantier,
- les dispositions à prendre en cas de dégradation abusive ou répétée de l'installation collective.

4) les renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des travailleurs et les mesures communes d'organisation prises en la matière ;

5) les modalités de coopération entre les entrepreneurs et travailleurs indépendants

Le plan général de coordination sera transmis par la MOA, un mois après notification du présent marché, à l'inspecteur du travail ou au fonctionnaire assimilé, à l'agent du comité régional de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics et aux représentants des chefs de service de prévention des organismes de sécurité sociale compétents en matière de prévention des risques professionnels (articles R. 4532-49 et R. 4532-50 du Code du travail).

Le CSPS est chargé de la garde et la conservation du plan général de coordination sur le chantier. Il doit pouvoir le présenter sans délai au Maître d'Ouvrage et aux personnes mentionnées à l'article R4532-50 du Code du travail. Le PGC doit répondre aux exigences suivantes :

- définir les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations communes de chantier et mentionner, dans le PGC, leur répartition entre les différents corps d'état qui auront à intervenir sur le chantier.
- prévoir, chaque fois que l'opération le permet, la mise en commun de moyens (installations sanitaires, moyens de levage, échafaudages ...) et préciser dans le PGC, pour chaque moyen concerné, les modalités pratiques d'organisation concertée avec les intervenants concernés et de mise en œuvre
- annexer au PGC les dossiers techniques regroupant les informations relatives à la recherche et à l'identification des matériaux contenant de l'amiante
- tenir compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier.
- constituer le Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO), concevoir une trame du DIUO permettant un repérage aisé et une faculté d'utilisation effective lors des interventions ultérieures. La présentation sera validée par la MOA
- à partir de la liste des interventions ultérieures, des documents remis par la MOE, des dispositions prévues par celui-ci pour réaliser ces interventions, analyser les risques identifiables liés à chaque intervention ultérieure et suggérer des possibilités d'aménagement.
- établir la liste des dispositions que les entreprises doivent préciser au moment de la consultation et veiller à leur intégration dans le Règlement Particulier de Consultation

#### VII.5.2 Avis sur les documents d'études

Le CSPS dispose d'un délai de 10 jours calendaires, à compter de la réception de chaque document établi par la MOE pour formuler un avis écrit au Maître d'Ouvrage, avec copie au maître d'œuvre.

### VII.6 *Contenu de la mission du coordinateur en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS) en phases « réalisation/réception »:*

#### VII.6.1 En phase de réalisation

Dans le cadre de la phase de réalisation, le CSPS doit notamment :

- Adresser le plan général de coordination au Maître d'Ouvrage et pour information aux entreprises titulaires du marché de travaux et à leurs sous-traitants,
- Organiser entre les différentes entreprises, y compris les sous-traitants, qu'elles se trouvent ou non présentes sur le chantier, la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations, matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles, des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé. A cet effet, il doit notamment procéder avec chaque entreprise, y compris sous-traitante, préalablement à l'intervention de celle-ci à une inspection commune, au cours de laquelle sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération. Les comptes rendus des inspections communes réalisés avant la remise du PPSPS par l'entreprise est mentionné dans le Registre-Journal.
- Recevoir des entreprises titulaires ou sous-traitantes leur PPSPS. Ces dernières disposent de 30 jours (ou 8 jours pour les travaux de second œuvre et hors liste des travaux à risques particuliers) suivant la notification de leurs marchés pour établir ce document préalable au démarrage des travaux,
- Consigner dans le Registre-Journal et tenir à jour au fur et à mesure de l'opération, dès qu'il en a connaissance, les noms et adresses des entrepreneurs contractants, cocontractants et sous-traitants, ainsi que la date approximative d'intervention de chacun d'eux sur le chantier, et, par entreprise, l'effectif prévisible des travailleurs affectés au chantier et la durée prévue des travaux,
- Communiquer, à chacun des entrepreneurs appelés à intervenir, les noms et adresses des entrepreneurs contractants, et transmettre à chaque entrepreneur qui le demandera les PPSPS établis par les autres entrepreneurs.
- Vérifier, à réception des PPSPS, leur conformité avec les dispositions du PGC.
- Harmoniser PGC et PPSPS, compléter et adapter le PGC en fonction de l'évolution du chantier et diffuser les modifications du PGC aux divers intervenants, en cours de chantier.
- Assurer un suivi régulier du chantier par les visites périodiques et inopinées, par l'étude des documents de Maîtrise d'Ouvrage, Maîtrise d'Œuvre et d'entreprises et par l'analyse des situations à risques graves et des accidents mettant en cause des circonstances de co-activité. Ces analyses et leur résultat seront mentionnés dans le Registre-Journal et transmis au Maître d'Ouvrage.
- Participer aux réunions organisées pour le déroulement des travaux.
- Visiter le chantier, veiller à l'application correcte des mesures de coordination SPS qui ont été définies dans le PGC ou les PPSPS pour ce qui concernent les procédures de travail qui interfèrent.
- Emettre, suite à sa participation aux réunions, aux visites de chantier, à l'analyse des documents, des observations ou propositions, et les consigner dans le Registre – Journal.
- Si besoin, le PGC sera mis à jour et diffusé aux entreprises et intervenants avec mention des points modifiés.

- Transmettre, au Maître d’Ouvrage et éventuellement au Maître d’Œuvre, le Registre–Journal après visa des observations par chaque intervenant concerné, quel que soit le mode de dévolution des marchés.
- Tenir une copie du Registre–Journal disponible sur le chantier.
- Passer les consignes avec un CSPS appelé à lui succéder en cas d’absence, établir un procès-verbal de passation et le consigner dans le Registre–Journal.
- Veiller à ce que les risques dus à la co-activité des entreprises soient pris en compte lors des mises à jour des plannings de travaux.
- Le CSPS tient compte des interférences avec les activités d’exploitation sur le site à l’intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier.
- Donner un avis sur le calendrier d'exécution.
- S'assurer que les observations de Coordination SPS sont reprises dans les comptes rendus des réunions de chantiers.
- S'assurer que les fournitures et les travaux effectués sont en conformité avec les dispositions prévues dans le DIUO. En cas de discordance, informer la MOA et convenir avec lui des adaptations à apporter.
- Le CSPS dispose d’un délai de 10 jours calendaires à partir de la remise, par la MOA, des Dossiers des ouvrages exécutés (DOE) pour assurer la cohérence avec le DIUO et le lui remettre.

## VII.6.2 En phase de réception

Dans le cadre de la phase de réception, le CSPS doit notamment :

- Remettre au Maître d’Ouvrage la dernière version du PGC.
- Finaliser le DIUO, en collaboration avec le Maître d’Œuvre. Le DIUO doit notamment comporter 5 parties :
  - Les renseignements administratifs
  - Les fiches relatives aux interventions (par type d’intervention, par lieu d'intervention, par corps d'état) mentionnant les risques identifiés et les mesures retenues avec la MOE
  - Les documents annexés (éléments du DOE, plan d'accès et de circulation, dossier de maintenance, ...)
  - Le bordereau des documents non joints
  - Les PV des transmissions du DIUO au CSPS réalisation, si différent du CSPS conception et au Maître d’Ouvrage.
- Si le DIUO n'est pas complet à la réception des travaux, remettre un DIUO provisoire, en indiquant la liste des pièces manquantes à constituer par le Maître d’Œuvre ou à remettre à celui-ci ou au plus tard dans les 2 mois après la réception
- Compléter et faire viser le Registre–Journal et le conserver pendant 5 ans après réception des travaux.

### VII.6.3 Phase d'année de parfait achèvement

Le CSPS doit :

- Modifier et compléter si nécessaire le DIUO.

## VIII. Modalités de réalisation de la mission de CSPS

### VIII.1 Autorité du CSPS

Le CSPS dispose des pouvoirs énoncés ci-dessous, donnés par la MOA, qui informe les autres intervenants de l'autorité et des moyens conférés au CSPS.

En cas de risque grave et immédiat, mettant en cause la vie de personnes sur le chantier, des riverains, des usagers ou du personnel de l'établissement dans lequel les travaux sont réalisés, le CSPS a autorité pour arrêter les travaux sur la zone présentant des risques ou pour interdire l'usage de matériels présentant des risques (engins de levage par exemple). Dans ce cas, le CSPS précisera sur le Registre–Journal:

- la date et l'heure de sa décision
- le type de travaux, la zone ou le matériel concerné
- les risques constatés et les raisons de sa décision
- la suite donnée par lui-même pour remédier à la situation

Cette décision sera confirmée au responsable de l'entreprise et au Maître d'Ouvrage par lettre recommandée avec avis de réception.

Pour obtenir l'autorisation de reprise, l'entreprise informera la MOA qui validera, selon les moyens de son choix, les mesures prises pour faire cesser cette situation.

Le CSPS fait part directement et sans délai de ses observations ou de ses constats d'anomalies aux intervenants concernés et les mentionne sur le Registre–Journal de Coordination. Chaque observation est visée par l'intervenant concerné. Si l'intervenant n'est pas présent au moment de l'observation, le CSPS la lui transmet par tout moyen. L'observation doit lui être retournée visée sous 24 h par le responsable de l'intervenant ou l'intervenant lui-même (ex : Maître d'Œuvre).

Le CSPS transmet au Maître d'Ouvrage, par tout moyen approprié, toutes les observations portées au Registre–Journal dans un délai maximum de 48 h après qu'elles aient été formulées.

Dans le cas de non prise en compte de ses observations, le CSPS informe la MOA par écrit, lequel fera appliquer les dispositions qu'il jugera nécessaires.

Si le problème persiste ou en cas de récurrence, le CSPS propose au Maître d'Ouvrage de procéder à un arrêt partiel ou total des travaux, aux frais et risques du / des intervenant(s) à l'origine de la situation.

Le CSPS peut demander au Maître d'Ouvrage de pallier les manquements d'une entreprise concernant les mesures de prévention prescrites définies par le PGC par l'intervention d'une autre entreprise, au frais du contrevenant.

Lorsqu'une personne non autorisée (sous-traitant non déclaré, entreprise n'ayant pas participé à l'inspection commune ou fourni un PPSPS, personne n'intervenant pas sur le chantier ...) est présente sur le chantier, le CSPS a autorité pour lui faire quitter l'enceinte du chantier et le mentionne dans le registre journal.

Le CSPS a la faculté d'organiser toute réunion qu'il juge utile avec les différents intervenants. La MOA devra systématiquement être informée préalablement à la réunion.

Tout différend entre le CSPS et l'un des intervenants sur le chantier est soumis au Maître d'Ouvrage.

### **VIII.2 Moyens donnés au CSPS**

Le CSPS a libre accès au chantier en respectant les principes de sécurité, ainsi qu'au bureau de chantier et au matériel mis à disposition du maître d'œuvre pour ses différentes réunions.

La MOA communique ou fait communiquer au CSPS :

- avant de les approuver, tous les éléments d'études (APS, APD, PRO) ;
- les noms et coordonnées du/des chefs d'établissement dont les activités interfèrent avec le chantier ;
- au fur et à mesure de leur désignation, les noms et missions des intervenants ainsi que des entreprises et de leurs sous-traitants, dont les contrats sont tenus à sa disposition ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il a autorisées à accéder au chantier.

La MOA remet au CSPS :

- avant le commencement de sa mission, et le cas échéant, un exemplaire du ou des DIUO existants ;
- tous les documents nécessaires à l'établissement du DIUO de l'opération, notamment le ou les DOE dès qu'ils sont établis, comprenant notamment les notices de fonctionnement et les prescriptions de maintenance ;
- le dossier de maintenance dès qu'il est établi.

La MOA informe le CSPS des réunions qu'il organise auxquelles le CSPS est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée.

Ce dernier reçoit le compte rendu de ces réunions. Le CSPS est également informé de toute réunion ou intervention au titre de la Garantie de Parfait Achèvement.

La MOA prend les dispositions pour faire communiquer au CSPS :

- l'ensemble des documents et ordres de service relatifs à la sécurité et à la protection de la santé
- les calendriers de l'exécution de l'ensemble des travaux y compris les travaux de levées de réserves
- la copie des déclarations d'accidents du travail
- par les différents cocontractants, la liste tenue à jour des personnes autorisées à accéder au chantier
- par les titulaires des marchés de travaux, les effectifs prévisionnels affectés au chantier.